

Turquie-Armée : Nouvelle période de turbulences entre le gouvernement et l'armée.

lundi 28 décembre 2009, par [Jean Marcou](#)

Les derniers développements de la question kurde (lancement de l'ouverture démocratique, dissolution du DTP, avenir du groupe DTP à l'Assemblée Nationale...) ont eu tendance à estomper les débats en cours sur la place particulière que l'armée continue à tenir ou à prétendre occuper, en tout cas, dans le système politique turc.

On se souvient qu'à la fin du mois d'octobre dernier, un message anonyme, envoyé à la justice par un militaire, avait relancé les débats sur le « plan d'action contre la réaction », une sorte de complot émanant de milieux proches de l'état major (voire l'état major lui-même), révélé par le quotidien « Taraf », le 12 juin dernier, qui aurait eu pour objectif, au printemps dernier, de ternir l'image du gouvernement et celle du mouvement de Fetullah Gülen. Rappelons que la première manche de l'affaire du « plan d'action contre la réaction » avait abouti, en juillet dernier, à une réforme drastique de la justice militaire, réduisant notamment ses compétences vis-à-vis des civils en temps de paix et supprimant l'immunité totale dont bénéficiaient les militaires à l'égard des poursuites pouvant être conduites contre eux par des juridictions de droit commun. La deuxième manche de cette affaire, qui s'est jouée fin octobre - début novembre, a vu l'étalage de nouveaux indices établissant la réalité de ce complot (que l'armée avait niée précédemment), et la mise en cause des militaires accusés d'en être les instigateurs. Une entrevue au sommet entre Recep Tayyip Erdoğan et le général Başbuğ, le jour même de la fête nationale (29 octobre) n'était qu'à peine parvenue à calmer les tensions provoquées par ce déballage qui avait continué à nourrir de très vives polémiques, au cours des semaines suivantes, avant que la question kurde revienne à la une de l'actualité, dans la deuxième quinzaine de novembre.

C'est curieusement une initiative du chef d'état major en personne qui a remis le feu aux poudres. En effet, le 17 décembre dernier, alors même que le gouvernement paraissait en difficultés après la dissolution du DTP, le général İlker Başbuğ, prononçant un discours dans la très nationaliste province de Trabzon, a dénoncé sans ménagement "une campagne de dénigrement de l'armée". Il faut dire que le feu couvait sous la cendre depuis plusieurs semaines... Outre l'audition, au début du mois de décembre, d'anciens généraux dans l'affaire dite des carnets de l'Amiral Örnek (une tentative de coup d'Etat qui aurait eu lieu en 2003-2004), c'est la mise en cause de l'armée, dans l'attentat de Tokat du 7 décembre 2009 (une embuscade revendiquée par une branche du PPK et considérée par certains comme une provocation au moment où la Cour constitutionnelle s'apprêtait à se prononcer sur le sort du DTP), qui a provoqué l'ire du chef d'état major. Dénonçant les milieux « qui mettent en œuvre contre les forces armées turques des opérations psychologiques (...) reposant sur des événements dépourvus de réalité, fondées sur des mensonges et des préjugés », le général Başbuğ, n'a pas hésité à inciter les juges à agir « avec davantage de prudence et de sensibilité face aux lettres de dénonciations et aux déclarations de témoins secrets », sous peine de « donner lieu à des affrontements entre institutions ». Ce coup de gueule du commandant en chef de l'armée turque a relancé les polémiques sur les interventions politiques que l'armée continue à se permettre, tandis que de nouvelles affaires défrayaient la chronique.

En effet, le 21 décembre 2009, les obsèques d'un officier de marine, Ali Tatar, qui s'était suicidé pour échapper aux poursuites judiciaires dont il était l'objet, ont vu une démonstration de force des plus hauts responsables de l'amirauté, qui sont venus saluer la mémoire de leur collègue. La presse gouvernementale et un certain nombre d'observateurs ont mis en cause la réalité de ce suicide (qui n'est cette année que le dernier d'une longue liste) en évoquant une manipulation visant à « victimiser » l'armée.

Mais surtout, depuis quelques jours, un nouveau scandale fait la une de l'actualité. Il a été déclenché par

l'arrestation, le 19 décembre dernier, de deux militaires affectés à l'état major, surpris aux abords du domicile du vice-premier ministre (et ex-président de l'Assemblée Nationale), Bülent Arınç. Surveillance des hommes politiques les plus en vue par l'armée ou préparation d'un attentat ? Le chef d'état major a mis 3 jours pour réagir, en prenant finalement la défense de ses subordonnés et en expliquant, dans un communiqué publié sur le site internet des forces armées, que les militaires appréhendés (dont l'un a tenté, avant son arrestation, d'avaler un papier indiquant l'adresse de Bülent Arınç) menaient une enquête sur un officier, habitant près du domicile du vice-premier ministre et suspecté d'être à l'origine de fuites d'information. Le communiqué du chef d'état major s'en prend, en outre, une fois de plus, à la presse accusée de violer le secret de l'instruction et de donner à cette affaire une dimension politique qu'elle n'a pas. 8 militaires ont été arrêtés et le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a rencontré, le 26 décembre 2009, le chef d'état major, Ilker Basbug et le chef de l'armée de terre Işık Koşaner, sans que l'on ait pu savoir exactement ce qui s'était dit lors de cette entrevue...

JM

[Article original de l'Ovipot](#)

Sources

Source : Ovipot, le 27.12.09